

Département de l'AIN

Arrondissement de BOURG-EN-BRESSE

Canton de MIRIBEL

Commune de BEYNOST



EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 08 juin 2023
Convocation du : 01 juin 2023

Nombre de Conseillers :

En exercice : 27
Présents : 16
Votants : 23

L'an deux mille vingt-trois, le huit juin à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil Municipal de Beynost, dûment convoqués par le Maire, se sont réunis en salle du Conseil Municipal, en séance publique sous la présidence de Madame Caroline TERRIER, Maire.

Marchés Publics : Autorisation de signature de la convention de mise à disposition par le Département de l'Ain d'une solution de dématérialisation des marchés publics

Présents : Caroline Terrier, Christine Perez, Sergio Mancini, Véronique Cortinovis, Philippe Maillez, Sylvie Caillet, Annie Maciocia, Joël Aubernon, Annick Pantel, Patrick Tholon, Valérie Berger, Lionel Chevrolat, Sophie Gaguin, Harris Reneman, Anne Le Guyader, Nathalie Thimel-Blanchoz.

Représentés :

Laurence Rouquette a donné procuration à Sylvie Caillet
Sébastien Renevier a donné procuration à Christine Perez
Philippe Casamayor a donné procuration à Philippe Maillez
Jean-Pierre Cottaz a donné procuration à Nathalie Thimel-Blanchoz
Gilbert Debard a donné procuration à Joël Aubernon
Bertrand Vermorel a donné procuration à Caroline Terrier
Jean-Marc Curtet a donné procuration à Sergio Mancini

Absents :

Cyril Langelot, Elodie Brelot, Franck Longin, Anne-Sophie Rampon

Secrétaire de Séance : Sergio Mancini

Vu le code de la commande publique et notamment son article R2132-2,

Vu le projet de convention annexé,

Le rapporteur rappelle que depuis le 1^{er} octobre 2018, tous les marchés publics dont le montant estimé est égal ou supérieur à 40 000 € HT doivent être publiés sur une plateforme en ligne. La réglementation impose également aux entreprises de répondre par voie électronique et leur interdit donc de répondre sur support papier.

C'est dans ce contexte que le Conseil Départemental de l'Ain a créé une plateforme de dématérialisation des marchés publics mise à disposition gratuitement auprès des communes de l'Ain et leurs groupements ainsi que des bailleurs sociaux.

Un tel outil permet ainsi aux entreprises d'accéder à l'ensemble des consultations lancées par les acheteurs publics de l'Ain et surtout d'harmoniser leurs démarches pour télécharger les dossiers et déposer des offres électroniques. Les consultations bénéficient d'une meilleure visibilité, ce qui conduit à accroître le nombre d'offres et améliore le rapport qualité/prix des propositions.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter les termes de la convention et d'autoriser Madame le Maire à la signer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE

ACCEPTTE les termes de la convention de mise à disposition d'une solution de dématérialisation des marchés publics, telle qu'annexée à la présente délibération

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention.

Pour extrait certifié conforme au Registre des Délibérations.



Caroline Terrier
Le Maire,
Caroline TERRIER

Convention de mise à disposition d'une solution de dématérialisation des marchés publics

ENTRE

Le **Département de l'Ain** représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, agissant en application de la délibération de la Commission permanente en date du 12 février 2018,

ET

La **commune de Beynost**, représentée par Madame Caroline Terrier, le Maire, agissant en application de la délibération du Conseil Municipal en date du 08 juin 2023,

PREAMBULE

Le Département de l'Ain s'est positionné comme fédérateur dans la mise en place d'une plateforme multi-entités de dématérialisation des marchés publics et des concessions sur le territoire départemental.

Il a ainsi décidé la mise à disposition gratuite d'une solution de dématérialisation des marchés publics et des concessions pour les communes de l'Ain, leurs établissements publics et les bailleurs sociaux.

Ladite solution permet notamment :

- D'envoyer les publicités au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE),
- De mettre en ligne les dossiers de consultation des entreprises,
- De recevoir et de décrypter des offres électroniques,
- D'avoir accès à une messagerie sécurisée,
- De publier les données essentielles des marchés publics.

ARTICLE 1 : Engagements du Département

Le Département de l'Ain s'engage :

- A mettre gratuitement à disposition une solution de dématérialisation des marchés publics et des concessions,
- A mettre gratuitement à disposition des utilisateurs un service de maintenance assuré exclusivement par le prestataire retenu par le Département,
- A assurer gratuitement la formation des utilisateurs à Bourg-en-Bresse par des agents départementaux.

Il est précisé que la solution proposée comprendra l'ensemble des paramétrages généraux nécessaires à son bon fonctionnement ainsi que les clés de chiffrement. En outre, elle permettra d'insérer le logo de chaque bénéficiaire face à ses consultations sur le portail accessible aux entreprises.

ARTICLE 2 : Engagement du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage dans le processus de dématérialisation des marchés publics et des concessions proposé par le Département.

Aux fins de mise en place de la solution de dématérialisation (*dont la création des comptes « entité » et « utilisateurs » du bénéficiaire*) et tout au long de l'exécution de la convention, ce dernier s'engage à transmettre dans les meilleurs délais les informations requises par le Département.

Chaque bénéficiaire assure la gestion de ses procédures en toute autonomie.

Le Département n'aura pas compétence pour mettre en ligne un dossier de consultation d'un bénéficiaire ou ouvrir les offres reçues par ce dernier. Le Département n'a pas de mission de conseil auprès des bénéficiaires et des candidats à leurs consultations tant au niveau juridique que technique.

Pour toute question sur l'utilisation de l'outil ou bug (problèmes techniques, paramétrages, utilisations, accès ...), le prestataire en charge de la maintenance de la plateforme de dématérialisations sera le seul interlocuteur des bénéficiaires.

Les prestations complémentaires spécifiques (*formation sur le site du bénéficiaire, paramétrages fonctionnels du compte « entités » ...*) ne sont pas comprises dans l'offre de services du Département de l'Ain et relève du seul bénéficiaire. Des manuels d'utilisation seront mis à disposition du bénéficiaire.

Le bénéficiaire n'est pas habilité à intervenir directement ou indirectement sur le paramétrage technique de la solution ni sur le paramétrage fonctionnel du module « socle – portail d'administration multi-entités » et du module « entreprises ». La mise en place d'interface entre la plateforme de dématérialisation et les outils spécifiques du bénéficiaire doit être soumis à l'avis préalable du Département.

Le bénéficiaire accepte que chacun de ses avis publiés via la solution de dématérialisation soit mis en ligne et apparaisse concomitamment sur son profil acheteur, le portail mutualisé de dématérialisation et le site du prestataire.

Le bénéficiaire demeure responsable de l'archivage électronique légal des pièces de la procédure de marché à conserver pendant les délais légaux de prescription, cette fonctionnalité n'étant pas assurée par la plateforme.

ARTICLE 3 : Durée de la convention

La durée initiale de la convention s'étend de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2023. Elle est renouvelable tacitement par période d'un an.

Les parties se réservent la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 4 : Résiliation

Si le bénéficiaire ne remplit pas ses obligations figurant dans la présente convention, le Département de l'Ain se réserve la faculté de résilier celle-ci après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Si cette mise en demeure reste infructueuse dans un délai de 15 jours, la résiliation prendra effet à l'expiration de ce délai. Une lettre de résiliation, recommandée avec avis de réception constatant le non-respect de cette obligation, sera adressée au contractant.

ARTICLE 5 : Règlement des litiges

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties contractantes s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable du litige.

En cas d'échec de cette conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

<p>A Bourg-en-Bresse, le</p> <p>Le Président du Conseil départemental de l'Ain</p> <p>Jean DEGUERRY</p>	<p>A Beynost, le</p> <p>Le Maire,</p> <p>Caroline TERRIER</p>
---	---

